

Print

## Au Dakota du Nord, la police américaine peut utiliser des drones armés

De [John Andrews](#)

Global Research, septembre 01, 2015

[wsws.org](http://www.wsws.org)

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/au-dakota-du-nord-la-police-americaine-peut-utiliser-des-drones-armes/5473264>



Le Dakota du Nord est devenu le premier état aux Etats-Unis à autoriser explicitement la police locale à installer des armes (pistolets taser, canons à son, gaz lacrymogène, et armes qui tirent des balles en caoutchouc) sur des drones.

Ironiquement, la législation qui autorise cette escalade sécuritaire était censée protéger la vie privée, en forçant la police à présenter des mandats pour justifier la surveillance par drone. Ce projet de loi aurait interdit d'armer les drones, mais les lobbies policiers se sont alliés à l'industrie des drones pour le transformer.

Les drones policiers peuvent espionner la vie privée des citoyens d'une manière sans précédent. Armés, ils ont servi à l'administration Obama lors d'assassinats ciblés au Pakistan, au Yémen, en

Irak, et en Syrie. Un missile Hellfire (« Feu d'enfer ») lancé par un drone Prédateur a assassiné le citoyen américain Anwar al Awlaki au Yémen en 2011.

C'est la base aérienne de Grand Forks, dans le Dakota du Nord, qui dirige l'usage des drones Prédateur à ces fins meurtrières et les fabricants de drones sont situés à proximité de la base.

Malgré leur popularité grandissante, les drones échappent largement à un encadrement légal. En 2013, la police de San José en Californie a utilisé des subventions fédérales pour s'acheter un drone de surveillance.

L'Administration Fédérale de l'Aviation (FAA) a accordé des permis pour drones à plus de 100 agences policières, dont le bureau du sheriff au comté de Ventura et la police de Los Angeles.

La Californie est l'un des états qui n'impose aucune restriction sur les drones policiers. Son gouvernement, dominé par le parti démocrate, a jusqu'ici refusé de passer la moindre loi qui limiterait les capacités des départements de police locaux d'utiliser des drones de surveillance sans soupçon préalable d'activité criminelle, ou de stocker indéfiniment les données.

Le 24 août, l'assemblée de l'Etat a approuvé une législation qui empêcherait des drones privés de survoler des propriétés privées sans le consentement du propriétaire. Ils ont cependant refusé d'examiner un autre projet de loi qui aurait forcé la police à obtenir des mandats avant de lancer des opérations avec des drones et à encadrer le stockage et la destruction des données de surveillance.

Ces atteintes à la vie privée et à la sécurité de masses de gens se poursuivent à l'insu du peuple et ne font face qu'à une opposition symbolique et généralement lâche des groupes des droits civiques.

L'usage généralisé et illimité des drones de police fait partie d'une conspiration qui monte contre la classe ouvrière. Les tensions sociales aux USA continuent de se développer et les méthodes répressives utilisées d'abord à l'étranger dans le cadre de la prétendue « guerre contre la terreur » apparaissent maintent sur le sol national.

**John Andrews**

**Disclaimer:** The contents of this article are of sole responsibility of the author(s). The Centre for Research on Globalization will not be responsible for any inaccurate or incorrect statement in this article.

Copyright © John Andrews, wsws.org, 2015